



Service Aménagement du territoire
7, rue Béranger
79 200 PARTHENAY

Révision Allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet initiée par délibération du Conseil communautaire de Parthenay-Gâtine le 25/10/2018

Bilan de la Concertation

SYNTHESE	2
I. Les principes de la concertation	2
II. Les outils de la concertation	2
III. Bilan des remarques et prise en compte de la concertation dans le projet	3
 ANNEXE 1 – L’affichage et la publicité légale.....	5
ANNEXE 2 - Information sur le site internet de Châtillon-sur-Thouet et celui de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine	8
ANNEXE 3 - Mise à disposition du dossier intermédiaire sur les sites internet de la Communauté de communes et de la commune.....	12
ANNEXE 4 - Mise à disposition du public du dossier et d’un registre de concertation	13
ANNEXE 5 - Concertation avec les personnes directement concernées par le projet	15

SYNTHESE

I. Les principes de la concertation

Par délibération du 25 octobre 2018 le Conseil communautaire de la Communauté de Communes de Parthenay-Gâtine a décidé de prescrire la procédure de révision allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet.

Cette délibération a défini les modalités de concertation suivantes :

- Information du public de l'engagement de la procédure de révision allégée par voie d'affichage à la mairie de Châtillon-sur-Thouet et au siège de la Communauté de communes,
- Information du public de l'engagement de la procédure de révision allégée sur le site internet de Châtillon-sur-Thouet et celui de la Communauté de communes,
- Mise à disposition d'un registre destiné à recueillir toutes les observations du public à la mairie de Châtillon-sur-Thouet

II. Les outils de la concertation

Conformément à la délibération du 25 octobre 2018, des outils d'information, de communication et de concertation ont été mis en place afin de permettre au plus grand nombre de prendre connaissance du projet et d'exprimer son avis.

L'affichage et la publicité légale (cf. annexe n°1) :

- Annonce légale dans le journal La Nouvelle République du 15 février 2019 ; avis administratif informant de la prescription de la procédure de révision allégée.
- Affichage du 15 février au 15 mars 2019 au siège de la Communauté de Communes de Parthenay-Gâtine de la délibération du 25 octobre 2018 relative au lancement de la révision allégée (certificat d'affichage du 15 mars 2019).
- Affichage du 17 janvier au 17 mars 2019 en mairie de Châtillon sur Thouet de la délibération du 25 octobre 2018 relative au lancement de la révision allégée (certificat d'affichage du 18 mars 2019).

Information sur le site internet de Châtillon-sur-Thouet et celui de la Communauté de communes (cf. annexes 2 et 3) :

Une information régulière s'est tenue sur les sites internet de la commune de Châtillon-sur-Thouet et de la Communauté de communes, sur lesquels l'intégralité de la notice de présentation du projet était disponible ainsi que la délibération du conseil communautaire correspondante.

Les sites internet ont ensuite été alimentés en date du 28 février 2019 par la mise à disposition du rendu intermédiaire du rapport de présentation de la révision allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet.

Mise à disposition du public du dossier et d'un registre de concertation (cf. annexe 4) :

Mise à disposition du dossier (notice de présentation) et d'un registre de concertation à la mairie de Châtillon sur Thouet. Il a été ouvert en mairie à compter du 18 janvier 2019 et clôturé le 25 avril 2019.

Le dossier a été complété le 28 février 2019 par un rapport de présentation de la révision allégée n°1

Révision Allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet

Bilan de la Concertation

(Rendu intermédiaire) daté de février 2019, destiné à donner tous les éléments de compréhension du projet à l'ensemble de la population.

Conclusion :

Les modalités de la concertation inscrites dans la délibération du 25 octobre 2018 ont bien été respectées.

III. Bilan des remarques et prise en compte de la concertation dans le projet

Observations du public inscrites dans le registre de concertation (cf. annexe 4)

Seule une observation a été inscrite dans le registre de concertation mis à dispositions en mairie de Châtillon sur Thouet venant d'un habitant de la commune. Ce dernier approuve le projet compte tenu de l'entreprise qu'il juge « intéressante », mais il regrette que cette extension se fasse sur des terres agricoles sans compensation. Il émet un avis favorable sur le projet mais en demandant une compensation en terme de surface dans l'ensemble du PLU.

Réponse à cette observation dans le cadre du présent bilan de la concertation :

Comme il est mentionné à la page 7 du rapport de présentation :

« Le projet d'extension **affecte de façon mineure l'activité agricole** et donc ne touche pas à l'économie générale du PADD ; 1 ha de prairies sont vouées à disparaître, réparties comme suit :

- Environ 6800 m² en location pour un fermier (parties des parcelles AN 82 et AN 80). En lien avec la Communauté de communes, **la SAFER étudie actuellement une solution de compensation pour ce fermier qui a donné son accord de principe au projet à condition que des terres équivalentes lui soient trouvées du côté de Gourgé, où se situe son siège d'exploitation et une partie de ses terres ;**
- Environ 3200 m² appartenant à un propriétaire exploitant (partie de la parcelle AN72), qui a donné son accord de principe au projet ; »

La question de la consommation des terres agricoles et de la maîtrise de la consommation foncière en général sont des sujets majeurs qui seront traités dans le cadre de l'élaboration du PLU intercommunal en cours de procédure. Ces questions feront notamment l'objet de la consultation de la CDPENAF et de la Chambre d'Agriculture.

Concertation avec les personnes directement concernées par le projet (cf. annexe 5) :

Comme il est mentionné ci-dessus,

- En lien avec la Communauté de communes, la SAFER étudie actuellement une solution de compensation pour le fermier exploitant les terres agricoles d'un premier propriétaire qui a donné son accord de principe au projet.
- Le second propriétaire a donné son accord de principe au projet.

Les dirigeants de la société SFP ont été rencontrés à plusieurs reprises par la Communauté de Communes. Cette concertation a notamment permis de définir des principes de plantations de futures haies, ainsi que de préservation d'éléments boisés sur le site actuel et sur le site d'extension.

Conclusion :

La concertation a donné lieu à une seule observation écrite qui n'a pas nécessité de modification du projet. Une réponse est apportée dans le présent bilan.

Révision Allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet
Bilan de la Concertation

La concertation avec les personnes directement concernées par le projet s'est déroulée en amont et durant la phase de concertation. Elle a été réalisée en bonne intelligence afin de ne pas pénaliser l'exploitant agricole présent sur le site, et d'intégrer au mieux la future extension d'un point de vue paysager.

ANNEXE 1 – L’affichage et la publicité légale

22

les annonces
deux-sevres

La Nouvelle République
Vendredi 15 février 2019

légales et officielles

www.pro-marchespublics.com / nl-legalites.com

Pour publier vos annonces légales et avis de marchés publics dans la Nouvelle République, NRD, Centre Presse et autres presses habilitées :
E-mail : se@nl-communication.fr - Tél : 02 47 60 62 10
NR Communication - 26, rue Alfred-de-Mussat
BP 81026 - 79102 Tours Cedex 1

Pour saisir ou consulter une annonce légale : www.nl-legalites.com
Pour consulter un avis de marchés publics : www.pro-marchespublics.com

ANNONCES LÉGALES

Enquêtes publiques

PREFECTURE DES DEUX-SEVRES ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du 9 février 2019, une enquête publique est ouverte du 11 mars au 12 avril 2019 inclus, soit 25 jours consécutifs sur le territoire de la commune de NIEUL LES AUBIERS, portant sur la demande d'autorisation présentée par l'EARL LA TREMBLAIER, relative à un projet d'aménagement d'un élevage avicole, pour un effectif porté à 196 760 empennages volantes, situé à La Tremblaière à NIEUL LES AUBIERS. Cette installation relève des dispositions du titre IV du code de l'environnement.

Cette demande d'autorisation environnementale constitue conformément aux articles R181-12 à R181-15-9 du code de l'environnement comportant notamment une étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale sur cette étude d'impact. Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête publique sont déposés en mairie de NIEUL LES AUBIERS, du 11 mars au 12 avril 2019 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les heures et jours habituels d'ouverture au public et transmettre éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions sur la notice ouverte à cet effet. Ces avis et propositions pourront également être adressés par correspondance au commissaire enquêteur et maître de NIEUL LES AUBIERS (par voie électronique, en indiquant précisément l'objet de l'enquête, selon ce modèle : EARL La Tremblaière, à l'adresse e-mail suivante :

se@nl-communication.fr) ou par voie postale : Monsieur Gabriel DOVEAU, inspecteur départemental des français publics en retraite, désigné en qualité de commissaire enquêteur par le président du tribunal administratif de Poitiers, au bureau à la disposition du public pour recevoir ses observations les jours et heures suivants :

- lundi 11 mars 2019 de 14h à 17h
- mardi 19 mars 2019 de 14h à 17h
- mercredi 27 mars 2019 de 14h à 17h
- samedi 6 avril 2019 de 9h à 12h
- vendredi 12 avril 2019 de 15h à 18h

Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier sous forme papier ou dématérialisée à la préfecture - service de la coordination et du soutien interministériel - pôles environnement, pendant les heures d'ouverture au public (9h-17h).

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la préfecture, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête ou pendant la durée du délai.

A l'issue du délai prévu à l'article 7 de l'arrêté préfectoral susvisé, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront joints à la disposition du public à la préfecture des Deux-Sèvres - service de la coordination et du soutien interministériel - pôles environnement et un extrait de NIEUL LES AUBIERS, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Des informations pourront également être demandées auprès de l'EARL LA TREMBLAIER - La Tremblaière NIEUL LES AUBIERS.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale, les observations et propositions du public transmises par voie électronique ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront publiés sur le site internet des services de l'état dans les Deux-Sèvres : <http://www.deux-sevres.gouv.fr> (rubrique « publications - annonces et avis » - enquêtes publiques - enquêtes publiques départementales et avis de l'autorisation).

Vie de sociétés

SCP ARNAUD DELAUMONE

Négociant Associé
44 Boulevard de Thouars à Bressuire (79300)

SCEA LA MOTTE en liquidation
Capital social : 96 042,88 Euros Siège social : La Motte, La Ferrière 79390 LA FOIRET-SUR-SEVRE SIREN 411 865 116 R.C.S. NIORT

Avis de clôture des opérations de liquidation
Le 15 janvier 2019, les associés réunis en assemblée générale extraordinaire ont approuvé les comptes de liquidation, désigné le liquidateur du mandat, lui ont donné quittance de sa gestion et ont constaté la clôture de liquidation à compter du 31 décembre 2017.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de Niort et la société sera radiée.
Pour avis, Le liquidateur.

TERRENA

Société Coopérative Agricole capital varié
Agrément PCAA 10093
Siège Social : La Noëlle
44150 ANGENIS
RCS NANTES 429 757 292

Par délibération en date du 15 janvier 2019, le Conseil d'Administration de la coopérative TERRENA a décidé de procéder à la radiation des associés coopérateurs dans diverses zones avoir respecté les règles de procédures prévues par les statuts pour leur retrait de la coopérative, laquelle radiation comportait :

- perte de la qualité d'associé coopérateur et des droits qui y sont attachés ;
 - annulation du capital social dont le sont débiteurs à la date de la radiation ;
 - droit au remboursement du capital social annulé à la demande de l'ancien associé coopérateur ou de ses ayants droit.
- Les demandes de remboursement du capital social annulé devront être adressées par les anciens associés coopérateurs par courrier ou par mail à la coopérative avant le 15 janvier 2024 sans oublier de préciser le n° de compte coopérative.
- Adresse d'envoi des demandes : TERRENA-SREA - BP 20190 - 44150 ANGENIS
Cedex Ou sur l'adresse mail : srea-admin@terrena.fr

AVIS DE RENOUELEMENT LOCATION GÉRANCE

Le contrat suivant acte S.S.P. en date à Nantes du 10.12.2018, consenti par la SOCIÉTÉ DES PETITCOLES SHEL, Société par Actions Simplifiée, au capital de 458.904,48 euros, ayant son siège social à PUTEAUX (92050) 11113 Cours Vainy - Tour Pacific, à la SOCIÉTÉ DUPE TRICOLL, EURL, ayant son siège social à PLOERVEL (56800) Route Nationale 24 - Aire de Brest-Landerneau, a fait l'objet d'une quatrième location gérance d'un fonds de commerce de Station-service (au mandat pour les carburants), dont SHEL est propriétaire ou en a la jouissance, de 4 AFFRÈS (70230) Autoroute A10 - Aire Pellou Charantes, à compter du 01.01.2019 jusqu'au 31.12.2021.
Pour unique insertion.

Suivant acte SSP du 15 janvier 2019 constituant de la SAS : DENOMINATION LA MEDITERRANEE
Capital social : 30 000 euros
Siège social : 1 rue avenue de Paris 79000 NIORT
Objet : la société a pour objet, en France et dans tous pays :
La restauration rapide et vente à emporter.
Celle-ci a pour objet de créer et de gérer des établissements de restauration rapide et vente à emporter.
Celle-ci a pour objet de créer et de gérer des établissements de restauration rapide et vente à emporter.
Celle-ci a pour objet de créer et de gérer des établissements de restauration rapide et vente à emporter.
Celle-ci a pour objet de créer et de gérer des établissements de restauration rapide et vente à emporter.

Conditions d'admission aux assemblées d'actionnaires : Nant
Conditions d'exercice de droit de vote aux assemblées : Nant
Classes d'apport (le cas échéant) et organes sociaux habilités à statuer sur les demandes d'apport : selon statuts
Apport des actions d'actions : selon statuts
Date de la société : 10 ans à compter de son immatriculation au RCS de NIORT

BOKSIVEAU TP

Société par Actions Simplifiée au capital de 400 000 €
Siège social : Route de Saint-Maxime
79000 LA MOTTE-SAINTE-HENRY
422 757 814 R.C.S. NIORT

Par décisions du 01/02/2019 de son associé unique :
- La société EFFAGE ROUTE SUD OUEST, Société en Nom Collectif au capital de 8.351.754 €, dont le Siège social est à PESSAC (33000) 21 avenue de Carantenne - Parc de Carantenne - Insérée au RCS de BORDEAUX sous le n°988 307 370
La société BOKSIVEAU TP a été dissoute par anticipation.
La dissolution ne deviendra définitive qu'à l'issue du délai de trente jours à compter de la publication du présent avis, imparti aux créanciers pour faire opposition et après la purge des oppositions éventuelles, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n°75-754 du 5 juillet 1975.
Ces oppositions doivent être présentées devant le Tribunal de Commerce de NIORT.

La dissolution desquels sont devenus définitifs, entraîne sans qu'il y ait lieu à liquidation, la transmission universelle de patrimoine de la société dissoute à son unique associé, la société EFFAGE ROUTE SUD OUEST.
Pour avis

MIGNE TP AQUITAINE

Société par Actions Simplifiée au capital de 400 000 €
Siège social : L'Éclaircissement des Fosses Blanches
71040 VERNONOU-EN-GATINE
822 776 678 R.C.S. NIORT

Par décisions du 01/02/2019 de son associé unique :
- La société EFFAGE ROUTE SUD OUEST, Société en Nom Collectif au capital de 8.351.754 €, dont le Siège social est à PESSAC (33000) 21 avenue de Carantenne - Parc de Carantenne - Insérée au RCS de BORDEAUX sous le n°988 307 370
La société MIGNE TP AQUITAINE a été dissoute par anticipation.
La dissolution ne deviendra définitive qu'à l'issue du délai de trente jours à compter de la publication du présent avis, imparti aux créanciers pour faire opposition et après la purge des oppositions éventuelles, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil et de l'article 8 alinéa 2 du décret n°75-754 du 5 juillet 1975.
Ces oppositions doivent être présentées devant le Tribunal de Commerce de NIORT.

La dissolution desquels sont devenus définitifs, entraîne sans qu'il y ait lieu à liquidation, la transmission universelle de patrimoine de la société dissoute à son unique associé, la société EFFAGE ROUTE SUD OUEST.
Pour avis

AVIS

Aux termes d'un acte de décisions unanimes en date du 7 janvier 2019 les associés de la société FLOMINEAU au capital de 62.010 Euros 555 Avenue de Royan 79170 BRICOU SUR BOUTONNE, NIORT RCS 429 373 961, ont décidé de transférer le siège social de BRICOU SUR BOUTONNE (79170), Avenue de Royan, à PÉTRINE (79170), 4 allée du Nougat à compter du même jour, de modifier en conséquence l'article 4, 1° et de modifier l'article 2 des statuts qui sont désormais rédigés comme suit :
« la société a pour objet d'acquies, de détenir, de gérer toutes participations dans des sociétés exerçant leur activité dans le secteur de la distribution, de gérer, acheter, vendre tout portefeuille d'actions de parts, d'obligations et de titres de toutes sortes, de réaliser toutes études, recherches et actions dans le domaine de la gestion, de l'assistance et du conseil à toutes sociétés et par suite de procéder à l'acquisition, la vente, la location, la mise au point de tout matériel notamment informatique ainsi que de programmes, logiciels, et procédés. L'assistance et le conseil de toute personne physique ou morale en tout domaine ou la législation et le règlementation en vigueur ne font pas et ne peuvent pas, en matière de gestion, de marketing et d'action commerciale.
Pour avis, Le Président

Avis administratifs

CC Parthenay-Gâtine

PRESCRIPTION DE LA REVISION ALLEGEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE CHÂTILLON-SUR-THOUE

En date du 25 octobre 2018, le conseil communautaire a pris la décision de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Châtillon-sur-Thouet (délibération n°PC2018-2019).

Cette délibération précise les modalités prévues par la procédure et définit les modalités de concertation avec la population. Elle sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine et au maire de Châtillon-sur-Thouet.
Le dossier et le registre destiné à recueillir les observations du public sont mis à disposition à la Mairie de Châtillon-sur-Thouet.

MARCHÉS PUBLICS ET PRIVÉS

Marchés publics inf. à 90 000 Euros



Commune de Saint-Pardoux-Soutiers
AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE
Commune de Saint-Pardoux-Soutiers, M. Benoit Piron, Maire, 2, Impasse des Ecoles, 79300 Saint-Pardoux-Soutiers, Tél. 05.49.88.40.03, Email : spardoux@ccsoudiers.fr
L'avis implique un marché public.
Objet : marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation d'un bâtiment affecté à un usage pluridisciplinaire.
Type de marché : services.
Procédure : procédure adaptée.
Forme du marché : prestation d'œuvre en lots : non.
Conditions de participation.
Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat : le lot de travaux est précisé dans le règlement de consultation.
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération, 50 % Valeur technique, 40 % Prix.
Remise des offres : 10/03/19 à 16 h au plus tard.
Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.
Unité monétaire utilisée, l'euro.
Renseignements complémentaires.
Délai d'exécution global : de huit mois estimés.
Envoi à la publication le : 12/02/19.
Les dépôts de pli doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour recevoir cet avis imprimé, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, aller sur <http://www.pro-marchespublics.com>

Marchés publics sup. à 90 000 Euros



Commune de Bressuire
AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE
1. Identification de l'organisme qui passe le marché
Pouvoir adjudicateur : commune de Bressuire, place de l'Hôtel-de-Ville, CS 200 80, 79302 Bressuire Cedex, tel. 05.49.80.49.87, fax 05.49.74.00.78, mail : marchespublics@ville-bressuire.fr
2. Objet du marché : marché de travaux selon la procédure adaptée (Ordonnance n° 2015-809 du 23 juillet 2015 et décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics - Art. 27) relatif aux travaux d'aménagement de la rue de l'Hôtel de Ville sur la commune déléguée de Tanneville-Bressuire - Marché unique.
Caractéristiques principales du projet d'infrastructure dans le dossier de consultation des entreprises : il s'agit des travaux d'aménagement de la rue de l'Hôtel de Ville - Commune déléguée de Tanneville-Bressuire.
Obligation en un marché unique.
Valeurs autorisées selon spécifications indiquées sur le CCTP - Réponse obligatoire à solution de base.
Délai d'exécution : le marché commencera à la date de l'accusé de réception de l'ordre de service. Sa durée sera fixée à 2 mois - début des travaux : juin 2019 (hors période de préparation).
Délai de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.
Délai global de paiement : 30 jours.
3. Conditions de participation
Dossier de consultation : téléchargement sur le site <http://www.marches-publics.fr>
Date limite de remise des offres : 14 mars 2019 à 12 h (adressée en 1).
Transmission par voie électronique obligatoire.
Langue utilisée : français.
Les plis doivent porter la mention « Aménagement de la rue de l'Hôtel de Ville - Ne pas ouvrir »
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères suivants : prix 60 %, valeur technique 40 %.
Justifications à produire quant aux qualités et capacités des candidats : lettre de candidature et déclaration sur l'honneur, 05 main données et signées, ou DCE à DCE, ou DUME « document unique de marché européen ».
Renseignements d'ordre administratif : service de la Commande Publique, tél. 05.49.80.49.87, fax 05.49.74.00.78, mail : service.marchespublics@ville-bressuire.fr
Renseignements d'ordre technique : service Aménagement & Espaces publics, ANTONY Xavier, tél. 05.49.80.49.80, mail : xavier.antonxy@ville-bressuire.fr
Date d'envoi du présent avis : le 12 février 2019.



CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Le Président de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine certifie que la délibération relative au lancement de la révision allégée du PLU de Châtillon concernant le projet SFP datée du 25 octobre 2018 a été affichée du 15 février au 15 mars 2019.

A Parthenay, le vendredi 15 mars 2019

Le Président,

Xavier ARGENTON

*République Française
Département des Deux-Sèvres
Arrondissement de Parthenay*

COMMUNE DE CHÂTILLON/THOUE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Le Maire de la Commune de Châtillon-sur-Thouet soussigné, certifie :

Que la délibération CCP6238-2018 en date du 25 octobre 2019, concernant le
PLU de CHATILLON SUR THOUE - PRESCRIPTIONS D'UNE PROCEDURE DE
REVISION ALLEGEE N°1

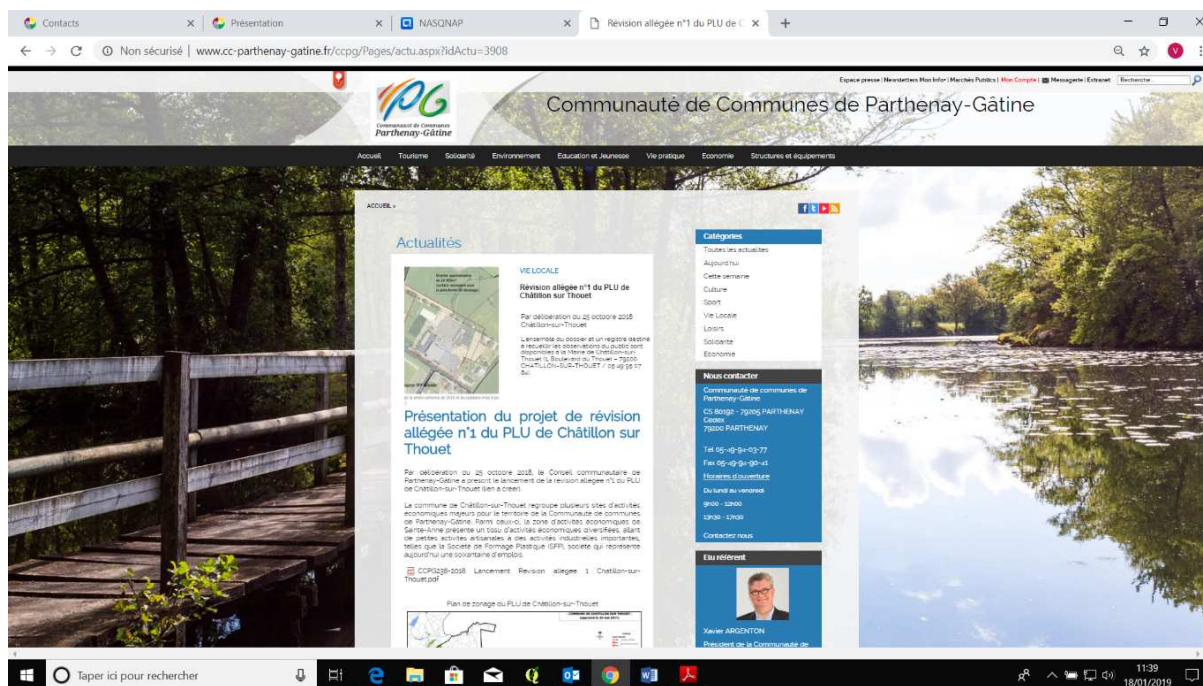
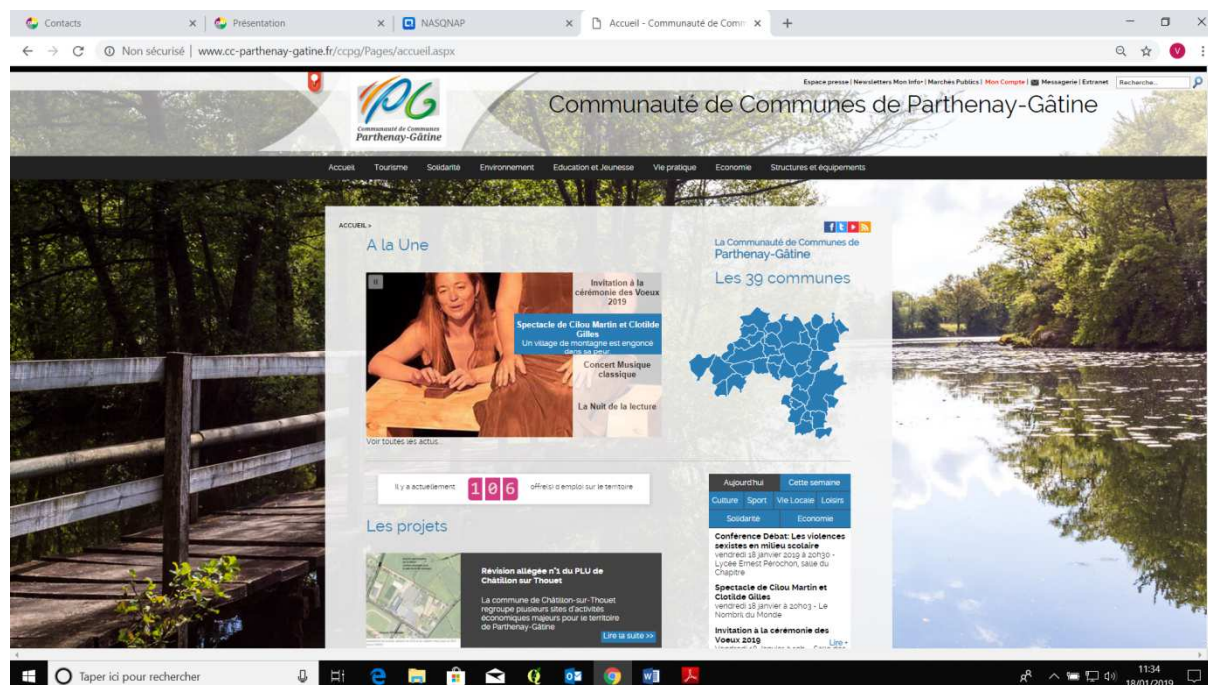
A été affiché en Mairie à partir du 17 janvier 2019 au 17 mars 2019 inclus

Fait en Mairie, à Châtillon sur Thouet,
Le 18 mars 2019

Le Maire,
Jean-Michel MORIN

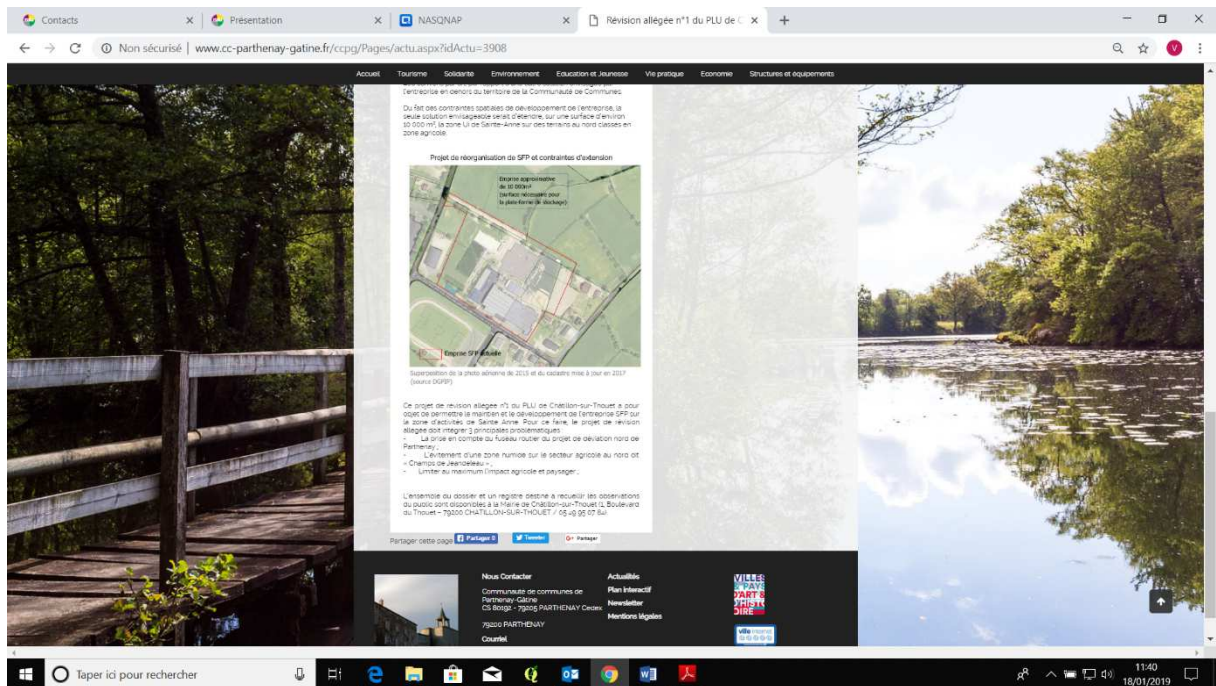
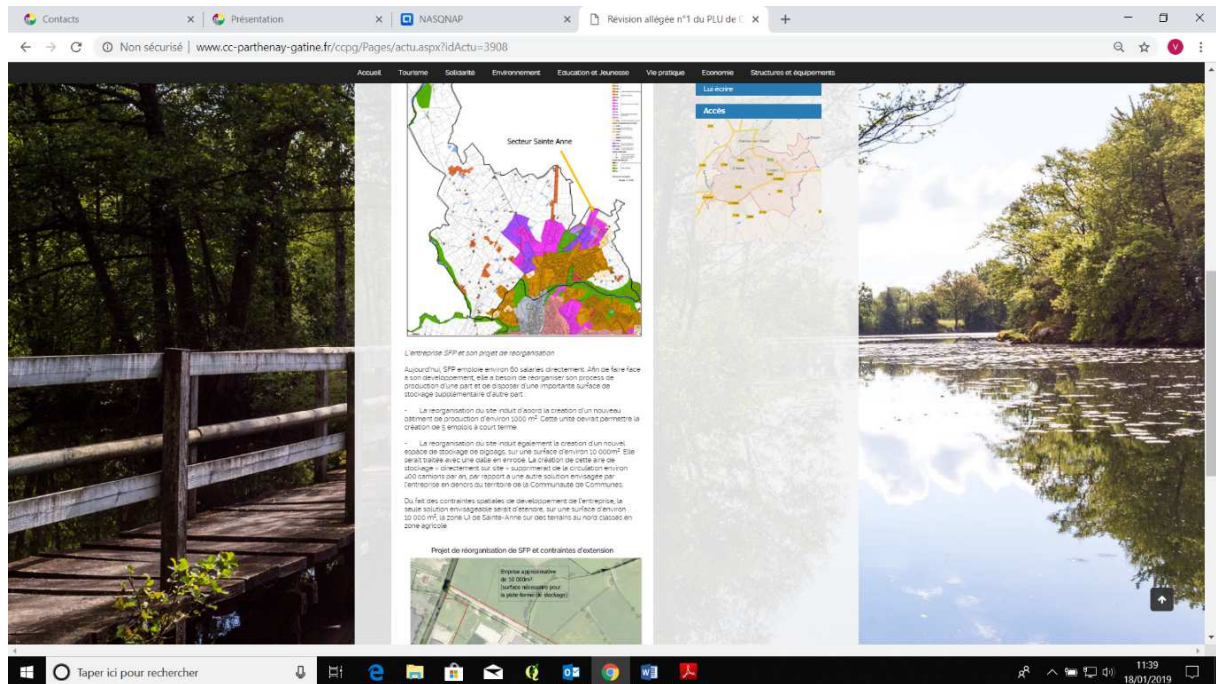


ANNEXE 2 - Information sur le site internet de Châtillon-sur-Thouet et celui de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine



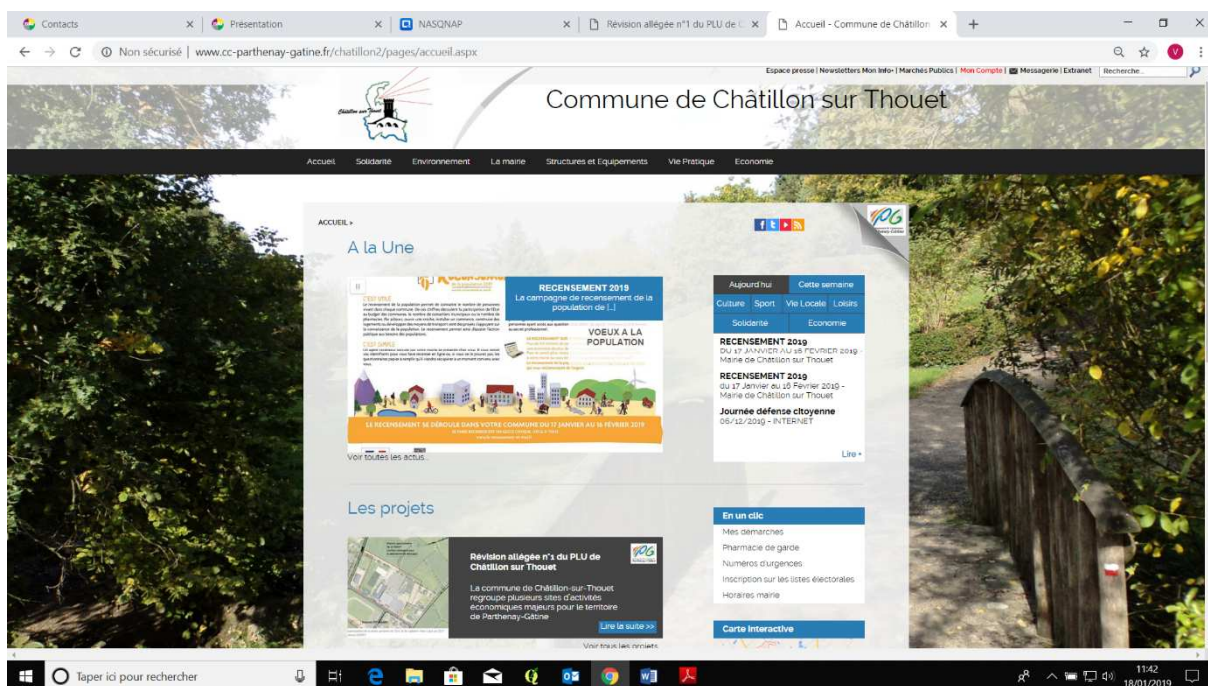
Révision Allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet

Bilan de la Concertation



Révision Allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet

Bilan de la Concertation



Révision Allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet

Bilan de la Concertation

Contacts | Présentation | NASQMAP | Révision allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet | Révision allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet

Non sécurisé | www.cc-parthenay-gatine.fr/chatillon2/Pages/actu.aspx?idActu=3908

Accueil | Solidarité | Environnement | La mer | Structures et Equipements | Vie Pratique | Economie

Ligne Météphonique
du Lundi au vendredi de 9h à 18h
et de 18h30 à 19h30
[Contactez nous](#)

Accès

Plan de zonage du PLU de Châtillon-sur-Thouet

Secteur Sainte Anne

L'entreprise SFP et son projet de réorganisation

Aujourd'hui, SFP emploie environ 60 salariés directement. Afin de faire face à son développement, elle a besoin de réorganiser son processus de production d'une part et de disposer d'une importante surface de stockage supplémentaire d'autre part.

CCPD238-2018 Lancement Révision allégée Châtillon-sur-Thouet

1

Taper ici pour rechercher

Contacts | Présentation | NASQMAP | Révision allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet | Révision allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet

Non sécurisé | www.cc-parthenay-gatine.fr/chatillon2/Pages/actu.aspx?idActu=3908

Accueil | Solidarité | Environnement | La mer | Structures et Equipements | Vie Pratique | Economie

L'entreprise SFP et son projet de réorganisation

Aujourd'hui, SFP emploie environ 60 salariés directement. Afin de faire face à son développement, elle a besoin de réorganiser son processus de production d'une part et de disposer d'une importante surface de stockage supplémentaire d'autre part.

- La réorganisation du site induit d'abord la création d'un nouveau bâtiment de production d'environ 1000 m². Cette unité devrait permettre la création de 5 emplois à court terme.
- La réorganisation du site induit également la création d'un nouvel espace de stockage de bagages, sur une surface d'environ 10 000 m². Elle serait traitée avec une dalle en enrobé. La création de cette aire de stockage - directement sur site - a supplanté de la circulation environ 200 véhicules par an, par rapport à une autre solution envisagée par l'entreprise en dehors du territoire de la Communauté de Communes.

Du fait des contraintes spatiales de développement de l'entreprise, la seule solution envisageable serait d'ailleurs, sur une surface d'environ 10 000 m², la zone U1 de Sainte-Anne sur des terrains au nord classés en zone agricole.

Projet de réorganisation de SFP et contraintes d'extension

Emprise approximative de 10 000 m² (surface nécessaire pour la plate-forme de stockage)

Emprise SFP actuelle

Superposition de la photo aérienne de 2015 et du cadastre mise à jour en 2017 (source DGFPI)

Ce projet de révision allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet a pour

Taper ici pour rechercher

ANNEXE 3 - Mise à disposition du dossier intermédiaire sur les sites internet de la Communauté de communes et de la commune



ANNEXE 4 - Mise à disposition du public du dossier et d'un registre de concertation



Certificat de mise à disposition du public du dossier de Révision Allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet

Je soussigné, Xavier ARGENTON, Président de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine, certifie que le dossier relatif au projet de Révision Allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet a été mis à disposition du public à la mairie de Châtillon-sur-Thouet du 18/01/2019 au 25/04/2019 inclus.

Ce dossier était accompagné d'un registre de concertation destiné à recueillir les observations du public.

Il a été complété le 28/02/2019 par *Un rapport de présentation de la révision allégée n°1 (Rendu intermédiaire)* daté de février 2019, destiné à donner tous les éléments de compréhension du projet à l'ensemble de la population.

A Parthenay, le 25 avril 2019,

Le Président de la Communauté de
communes de Parthenay-Gâtine,

 Xavier ARGENTON

Observation n°1

OBSERVATIONS DU PUBLIC

Bernardeau Yves Le Pailleur 49200 Châtillon sur Thouet
je n'ai pas vu de quelle date à quelle date a lieu cette concertation
pour moi ce n'est pas grave mais je ne peux transmettre l'information
ce n'est pas un mauvais projet, nous sommes en face d'une
entreprise intéressante. je regrette seulement que l'on prenne en cense
des terres agricoles sans une juste compensation en terme de surface
d'accord d'ex pour le projet mais à condition d'intégrer le déficit
de compensation dans l'ensemble du PLU car on ne peut indéfiniment
prélèver les surfaces agricoles.

Y. Bernardeau

ANNEXE 5 - Concertation avec les personnes directement concernées par le projet



Certificat d'organisation d'une réunion avec les personnes concernées par la Révision Allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet

Je soussigné, Xavier ARGENTON, Président de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine, certifie que la Communauté de communes a organisé une réunion préalable au lancement de la révision allégée n°1 du PLU de Châtillon-sur-Thouet le 8 octobre 2018 à la mairie de Châtillon-sur-Thouet.

Etaient présents :

- Deux représentants de l'entreprise SFP ;
- Les deux agriculteurs-propriétaires concernés par le projet d'extension de l'entreprise ;
- L'agriculteur-fermier concerné par le projet d'extension de l'entreprise ;
- Le Maire de Châtillon-sur-Thouet ;
- Les services Aménagement du Territoire et Economie/Tourisme de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine ;

Au cours de cette réunion, l'un des agriculteurs-propriétaires a exprimé son accord de principe sur le projet d'extension de l'entreprise. L'autre agriculteur-propriétaire et le fermier ont exprimé leur accord de principe à condition que ce dernier trouve des terres agricoles aux caractéristiques équivalentes dans un périmètre proche des terres qu'il exploite déjà.

A Parthenay, le 25 avril 2019,

Le Président de la Communauté de
communes de Parthenay-Gâtine,



Xavier ARGENTON